

*P. Coördinatie*ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 9 octobre 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'élection du Parlement européen", a donné le 30 novembre 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e oktober 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de verkiezing van het Europese Parlement" heeft de 30e november 1983 het volgende advies gegeven :

La loi du 16 novembre 1978 relative aux élections du Parlement européen n'était applicable que "pour le premier suffrage universel direct du Parlement européen" (article 36).

Le présent projet ne sera applicable que pour le second suffrage, qui doit avoir lieu en juin 1984.

En effet, comme l'explique l'exposé des motifs, le Conseil des Ministres des Communautés européennes n'a pu arrêter une procédure uniforme en vue du scrutin de 1984. Dès lors, conformément à l'article 7 de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, annexé à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976, approuvé par la loi du 28 mars 1978, "la procédure électorale est régie, dans chaque Etat membre, par les dispositions nationales". Le présent projet a pour objet d'établir ces dernières dispositions, compte tenu des dispositions particulières formulées dans l'Acte lui-même.

+

+

+

Le projet reproduit, pour la plus grande part, les dispositions de la loi du 16 novembre 1978 (avis du Conseil d'Etat, section de législation, n° L. 12.959/2, Ch., sess. 1977-1978, doc. 195, n° 1).

.../...

Le projet y ajoute, toutefois, deux innovations importantes :

- le vote par procuration, pour certains Belges qui, résidant habituellement à l'étranger, restent cependant inscrits au registre de population d'une commune belge;
- le vote par correspondance, pour les Belges qui résident habituellement sur le territoire d'un des Etats membres et ne sont plus inscrits au registre de population d'une commune belge.

Enfin, le projet modifie la plupart des délais dans lesquels les actes de procédure électorale doivent être accomplis.

+

+

+

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Tout comme la loi du 16 novembre 1978, le projet fixe des conditions d'éligibilité en rapport avec la qualité de citoyen d'expression française, néerlandaise ou allemande.

La section de législation du Conseil d'Etat avait souligné le caractère incomplet du projet devenu la loi précitée, en ce que :

"... pour la généralité des citoyens, aucune disposition ne détermine selon quel critère les uns doivent être considérés comme étant d'expression française, les autres d'expression néerlandaise et les autres encore d'expression allemande, alors que certaines dispositions réglementaires, législatives ou même constitutionnelles (article 86bis) se réfèrent à une telle distinction.

.../...

A défaut de l'établissement de tout critère légal, la détermination de la qualité de citoyen d'expression française, d'expression néerlandaise et d'expression allemande se déduit uniquement d'éléments de fait, parfois incertains".

En cette matière, le projet recourt, comme la loi du 16 novembre 1978, à un système de déclaration à faire par le candidat lui-même; cette déclaration est soumise à un contrôle en ce qui concerne les candidats présentés par les électeurs : aux termes de l'article 22 du projet "Les candidats peuvent introduire auprès du bureau principal de collège une réclamation contre la déclaration d'appartenance linguistique prescrite à l'article 116, alinéa 11 (du Code électoral, modifié par l'article 21, § 2, 4°, du projet), et formulée par un candidat présenté par des électeurs". Quant à la décision du bureau principal, elle est, aux termes du même article du projet, susceptible de faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat.

Le fonctionnaire délégué n'a pas pu fournir de précision sur la notion de "citoyen d'expression française, d'expression néerlandaise ou d'expression allemande".

Les mots "d'expression française, néerlandaise ou allemande" sont employés dans l'article 21, § 2, 4°, du projet, qui concerne la déclaration que doivent faire les candidats, et dans l'article 42, 5°, qui fixe les conditions d'éligibilité.

Toutefois, dans l'article 22, 5°, qui organise, contre la déclaration, un recours devant le bureau principal de collège, puis devant le Conseil d'Etat, ces mots sont remplacés par "déclaration d'appartenance linguistique".

.../...

Ces dispositions sont reprises de la loi du 16 novembre 1978; elles ont fait l'objet d'observations du Conseil d'Etat, section de législation, auxquelles il y a lieu de renvoyer (Chambre, sess. 1977-1978, doc. n° 195/1, pp. 5 à 7).

2. Comme l'avait observé le Conseil d'Etat dans son avis précité du 23 novembre 1977,

"Pour prévenir toute confusion, le texte du projet devrait préciser que le recours ouvert auprès du Conseil d'Etat contre la décision du bureau principal consiste non en un recours en annulation mais, comme l'implique l'économie des dispositions, en un recours de pleine juridiction".

+

+

+

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Au 1°.

Dans le paragraphe 1er de l'article 1er en projet, les mots "de droit" sont inutiles et peuvent être omis.

En néerlandais, la disposition devrait, par suite, être rédigée comme suit : "Kiezer voor het Europese Parlement zijn de Belgen die ... (la suite comme au projet)".

.../...

Dans le paragraphe 2 du même article, il serait plus exact d'écrire "sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne", au lieu de "sur le territoire des autres Etats ...". Cette observation vaut pour tous les articles où cette dernière expression est employée.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le même paragraphe 2 devrait indiquer que la disposition concerne les Belges qui ne sont plus inscrits au registre de population.

La rédaction suivante est, dès lors, proposée pour ce paragraphe :

"§ 2. Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour le Parlement européen, les Belges âgés de dix-huit ans accomplis et résidant sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, qui ne sont plus inscrits au registre de population d'une commune belge".

.../...

Au 2°.

Pour la correction du langage, il est proposé de ne pas utiliser le mot "exequaturées" dans le texte français. Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de rédiger la version française du 2° de la manière suivante :

"2° pour l'application des articles 6 à 9bis, ne sont à prendre en considération que les condamnations et décisions prononcées par une juridiction belge ou prononcées par une juridiction étrangère lorsqu'elles sont exécutoires en Belgique".

Il s'en suit que le texte néerlandais doit lui aussi être quelque peu modifié, plus précisément en cette forme :

"2° voor de toepassing van de artikelen 6 tot 9bis worden slechts in aanmerking genomen de veroordelingen en beslissingen uitgesproken door een Belgisch gerecht of uitgesproken door een buitenlands gerecht wanneer ze in België uitvoerbaar zijn".

Cette ~~obs~~ervation vaut pour le texte français de tous les articles où le mot "exequaturées" est employé.

+

Dans le titre du chapitre III, les mots "en tant que tels" sont inutiles et doivent être omis.

.../...

Article 5.

Le fonctionnaire délégué a fait savoir au Conseil d'Etat que les mots "dont le modèle est fixé par le Roi" devraient être omis à l'alinéa 1er. Il convient cependant qu'une autorité soit désignée pour fixer ce "modèle". Il est donc suggéré d'écrire : "... dont le modèle est fixé par le Ministre ...".

Article 10.

En raison de la modification apportée par l'arrêté royal du 18 mars 1981 à l'article 3 de l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population, et de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de préciser, chaque fois, dans l'alinéa 2 de cet article, qu'il s'agit de la résidence "principale".

Le texte néerlandais suivant est dès lors proposé :

"De kiezers die hun hoofdverblijf in de Vlaamse kieskring hebben, behoren ... (et ainsi de suite, en ayant égard à l'observation qui vient d'être faite)".

Article 13.

A l'alinéa 2, il est prévu que :

"... Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés par le président parmi les fonctionnaires de niveau 1 de la Direction générale de la Législation et des Institutions Nationales du Ministère de l'Intérieur. Le secrétaire est désigné par le président parmi les fonctionnaires de niveau 2 de la même direction générale".

.../...

Cette disposition paraît rédigée en termes trop restrictifs et pourrait soulever des difficultés d'application.

Il est suggéré de prévoir la désignation des assesseurs, des assesseurs suppléants et du secrétaire "parmi les agents de niveaux 1 ou 2 du ministère de l'Intérieur".

Article 21.

En ce qui concerne le paragraphe 2, 4°, b, il y a lieu de se référer à l'observation générale n° 1 faite ci-avant.

Article 22.

En ce qui concerne le 5°, il convient de se référer à l'observation générale n° 1.

Article 26.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, la dernière phrase serait mieux rédigée comme suit :

"L'adresse et le nombre de bulletins de vote que l'enveloppe contient sont mentionnés sur celle-ci".

Au paragraphe 2, alinéa 2, dernière phrase, il conviendrait d'écrire :

"Le nombre de bulletins de vote que l'enveloppe contient est mentionné sur celle-ci".

.../...

Article 30.

Au paragraphe 1er, 1° et 5°, le projet, en son texte français, emploie le mot "ménage", alors qu'en son texte néerlandais il emploie le mot "gezin".

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat, il faut entendre par "ménage", les membres de la famille et de la suite de l'intéressé, qui résident avec lui. Tels sont d'ailleurs les termes employés dans l'article 147bis, § 1er, 2°, a, du Code électoral.

L'intention du Gouvernement serait exprimée avec plus de précision si les mots "ainsi que leur ménage, si celui-ci les accompagne" (en néerlandais "zomede hun gezin, wanneer dit hen vergezelt" (1°) et "alsmede de leden van hun gezin die met hen samenwonen" (5°)), étaient remplacés par "ainsi que les membres de leur famille, ou de leur suite, qui résident avec eux", et, en néerlandais, par "zomede de leden van hun gezin of van hun gevolg, die met hen samenwonen".

La rédaction suivante est proposée pour le 8° du même paragraphe :

"8° les personnes mariées qui font carrière à l'étranger mais dont le conjoint réside en Belgique, dans la mesure où elles rentrent régulièrement passer leurs congés dans leur résidence en Belgique".

Le dernier alinéa du paragraphe 1er impose au mandant de fournir un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile, suivant le cas, attestant ses titres et qualité ainsi que son obligation de résider habituellement à l'étranger.

.../...

Cette disposition ne permet pas de déterminer qui devra délivrer ce certificat lorsqu'il s'agit d'un mandant qui exerce à l'étranger une profession de caractère privé, tels un médecin, un ingénieur, ou une des personnes visées au 8°.

Il y aurait lieu de compléter cet alinéa en conséquence.

Article 31.

Le début de l'alinéa 1er du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les électeurs inscrits sur la liste visée à l'article 7 expriment leur suffrage ...".

Article 40.

Selon cette disposition, l'obligation de voter s'impose à tous les Belges inscrits au registre de population d'une commune belge.

Il y a lieu d'observer qu'il en résulte que les Belges résidant habituellement à l'étranger mais qui sont toujours inscrits au registre de population, doivent, ou rentrer en Belgique pour voter, ou voter par procuration.

Article 45.

L'alinéa 1er de cet article reproduit l'alinéa 1er de l'article 34 de la loi du 16 novembre 1978.

Selon l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, n° L. 12.959, déjà cité, cette disposition :

"... ne précise pas si la Chambre des Représentants, statuant sur les réclamations introduites sur base de la loi, sera liée ou non par les décisions de la Cour d'appel ou du Conseil d'Etat rendues en matière d'éligibilité. La question ne se pose pas de la même manière qu'en droit public interne; en effet, il ne s'agit pas ici de l'interprétation d'une disposition constitutionnelle".

De wet van 16 november 1978 betreffende de verkiezingen van het Europese Parlement was slechts van toepassing "op de eerste rechtstreekse algemene verkiezingen van het Europese Parlement" (artikel 36).

Het onderhavige ontwerp zal slechts toepasselijk zijn op de tweede verkiezingen, die in juni 1984 moeten plaatshebben.

Zoals in de memorie van toelichting wordt verduidelijkt, heeft de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen immers geen eenvormige procedure voor de verkiezingen van 1984 kunnen vaststellen. Overeenkomstig artikel 7 van de Akte betreffende de verkiezing van de vertegenwoordigers in de Vergadering door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen, gevoegd bij het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 september 1976, dat goedgekeurd is bij de wet van 28 maart 1978, "gelden (derhalve) voor de verkiezingsprocedure in elke Lid-Staat de nationale bepalingen". Het onderhavige ontwerp heeft tot doel die bepalingen vast te stellen met inachtneming van de bijzondere bepalingen die in de Akte zelf zijn geformuleerd.

+

+ +

Het ontwerp neemt grotendeels de bepalingen van de wet van 16 november 1978 over (advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, nr 12.959/2, Kamer, zitting 1977-1978, Gedr. St. 195, nr 1).

Het voert echter twee belangrijke nieuwigheden in :

.../...

- stemming bij volmacht, voor sommige Belgen die, hoewel zij gewoonlijk in het buitenland verblijven, in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente ingeschreven blijven;
- stemming per brief, voor de Belgen die gewoonlijk op het grondgebied van één van de Lid-Statens verblijven en niet meer in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente ingeschreven zijn.

Ten slotte wijzigt het ontwerp de meeste termijnen binnen welke de handelingen betreffende de verkiezingsprocedure moeten worden verricht.

+

+

+

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Zoals de wet van 16 november 1978, stelt het ontwerp verkiesbaarheidseisen die verband houden met de hoedanigheid van Nederlandstalige, Franstalige of Duitstalige burger.

De afdeling wetgeving van de Raad van State had erop gewezen dat het ontwerp dat de voormelde wet geworden is onvolledig was doordat er

"voor de burgers in het algemeen geen enkele bepaling is die zegt volgens welke maatstaf de ene als Nederlandstalig, de andere als Franstalig en nog een ander als Duitstalig moet worden beschouwd, terwijl sommige bepalingen van verordeningen, van wetten of zelfs van de Grondwet (artikel 86bis) op een zodanig onderscheid steunen.

.../...

Als geen enkele wettelijke maatstaf is vastgesteld, kan de hoedanigheid van Nederlandstalig, Franstalig of Duitstalig burger alleen worden afgeleid uit soms onzekere feitelijke gegevens".

Zoals de wet van 16 november 1978, regelt het ontwerp deze aangelegenheid zo, dat de kandidaat zelf een verklaring aflegt; wat de door de kiezers voorgedragen kandidaten betreft, kan op die verklaring controle worden uitgeoefend : artikel 22 van het ontwerp bepaalt : "De kandidaten kunnen bij het collegehoofdbureau bezwaar indienen tegen de taalverklaring voorgeschreven bij artikel 116, elfde lid (van het Kieswetboek, gewijzigd bij artikel 21, § 2, 4°, van het ontwerp), en afgelegd door een kandidaat die door kiezers is voorgedragen". Tegen de beslissing van het hoofdbureau staat, luidens hetzelfde artikel van het ontwerp, beroep bij de Raad van State open.

De gemachtigde ambtenaar heeft het begrip "Nederlandstalig, Franstalig of Duitstalig burger" niet nader kunnen bepalen.

De woorden "Nederlandstalig, Franstalig of Duitstalig" worden gebruikt in artikel 21, § 2, 4°, van het ontwerp, dat betrekking heeft op de verklaring die de kandidaten dienen af te leggen, en in artikel 42, 5°, dat de kiesbaarheidsvereisten vaststelt.

In artikel 22, 5°, echter dat voorziet in de mogelijkheid om tegen de verklaring eerst bij het collegehoofdbureau en vervolgens bij de Raad van State beroep in te stellen, zijn die woorden vervangen door "taalverklaring".

.../...

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dezelfde paragraaf 2 zou moeten aangeven dat de bepaling betrekking heeft op de Belgen die niet meer in het bevolkingsregister zijn ingeschreven.

Derhalve wordt de volgende formulering voor die paragraaf voorgesteld :

"§ 2. De hoedanigheid van kiezer voor het Europese Parlement kunnen verkrijgen de Belgen die volle achttien jaar oud zijn, op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap verblijven en niet meer in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente ingeschreven zijn".

Wat 2° betreft.

Met het oog op een correct taalgebruik wordt voorgesteld in de Franse tekst het woord "exequaturées" niet te gebruiken. De Raad van State stelt bijgevolg voor de tekst onder 2° een nieuwe Franse versie voor :

"2° pour l'application des articles 6 à 9bis, ne sont à prendre en considération que les condamnations et décisions prononcées par une juridiction belge ou prononcées par une juridiction étrangère lorsqu'elles sont exécutoires en Belgique".

Dat brengt mee dat ook de Nederlandse tekst enigszins moet worden gewijzigd, bepaaldelijk in dezer voege :

"2° voor de toepassing van de artikelen 6 tot 9bis worden slechts in aanmerking genomen de veroordelingen en beslissingen uitgesproken door een Belgisch gerecht of uitgesproken door een buitenlands gerecht wanneer ze in België uitvoerbaar zijn".

Deze opmerking geldt voor alle artikelen waar in de Franse tekst het woord "exequaturées" is gebruikt.

Die bepalingen zijn overgenomen uit de wet van 16 november 1978; de Raad van State, afdeling wetgeving, heeft er opmerkingen over gemaakt, waarnaar moge worden verwezen (Kamer, zitting 1977-1978, Gedr. St. nr 195/1, blz. 5 tot 7).

2. De Raad van State had in zijn voormeld advies van 23 november 1977 opgemerkt :

"Opdat geen verwarring kan ontstaan, zou de tekst van het ontwerp nader moeten bepalen dat het beroep bij de Raad van State tegen de beslissing van het hoofdbureau niet een annulatieberoep is maar, zoals uit de opzet van de bepalingen blijkt, een beroep waarop de Raad met volle rechtsmacht beschikt".

+

+

+

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Wat 1° betreft.

In paragraaf 1 van het ontworpen artikel 1 kunnen de woorden "Van rechtswege" als overbodig vervallen.

De bepaling zou bijgevolg in dezer voege gesteld moeten worden : "Kiezer voor het Europese Parlement zijn de Belgen die ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In paragraaf 2 van hetzelfde artikel zou het juister zijn te schrijven "op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap" in plaats van "op het grondgebied van andere Lid-Staten ...". Deze opmerking geldt voor alle artikelen waar die uitdrukking wordt gebruikt.

In het opschrift van hoofdstuk III zijn de woorden "als zodanig" overbodig; zij moeten vervallen.

Artikel 5.

De gemachtigde ambtenaar heeft de Raad van State meegedeeld dat in het eerste lid de woorden "waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld" zouden moeten vervallen. Toch behoort een overheid te worden aangewezen om dat "model" vast te stellen. Derhalve wordt voorgesteld te schrijven : "... waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld ...".

Artikel 10.

Wegens de wijziging die het koninklijk besluit van 18 maart 1981 heeft aangebracht in artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters behoort - de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens - in het tweede lid van dit artikel telkens nader bepaald te worden dat het om het "hoofdverblijf" gaat. Daarom wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De kiezers die hun hoofdverblijf in de Vlaamse kieskring hebben, behoren ... (en zo voort, met inachtneming van de zoëven gemaakte opmerking)".

Artikel 13.

In het tweede lid wordt bepaald :

"... De bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter aangewezen uit de ambtenaren van niveau 1 van de Algemene directie van de wetgeving en van de nationale instellingen van het Ministerie van Binnenlandse Zaken. De secretaris wordt door de voorzitter aangewezen uit de ambtenaren van niveau 2 van dezelfde algemene directie".

Deze bepaling lijkt te scherp gesteld en zou bij de toepassing moeilijkheden kunnen doen rijzen.

Er wordt in overweging gegeven de bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretaris aan te wijzen "uit de personeelsleden van niveau 1 of niveau 2 van het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

Artikel 21.

Wat paragraaf 2, 4°, b, betreft, moge worden verwezen naar de hiervoren gemaakte algemene opmerking nr 1.

Artikel 22.

Wat 5° betreft, zij verwezen naar de algemene opmerking nr 1.

Artikel 26.

In paragraaf 1, tweede lid, zou de laatste volzin beter als volgt worden gesteld :

"Op de omslag wordt het adres vermeld alsook het aantal stembiljetten dat hij bevat".

In paragraaf 2, tweede lid, laatste volzin, schrijven men :

"Op de omslag wordt het aantal stembiljetten vermeld dat hij bevat".

Artikel 30.

In de ontworpen paragraaf 1, 1° en 5°, wordt in de Franse tekst het woord "ménage" gebruikt, terwijl de Nederlandse tekst het woord "gezin" bezigt.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg, moet onder "ménage" worden verstaan, de leden van het gezin en van het gevolg van de belanghebbende die met hem samenwonen. Die laatste termen zijn trouwens die welke gebruikt worden in artikel 147bis, § 1, 2°, a, van het Kieswetboek.

De bedoeling van de Regering zou nauwkeuriger vertolkt worden indien de woorden "zomede hun gezin, wanneer dit hen vergezelt" (1°) en "alsmede de leden van hun gezin die met hen samenwonen" (5°) vervangen werden door de woorden "zomede de leden van hun gezin, of van hun gevolg, die met hen samenwonen".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor 8° van dezelfde paragraaf :

"8° gehuwden die een loopbaan in het buitenland hebben maar wier echtgenoot of echtgenote in België verblijft, voor zover zij geregeld hun verlof in hun verblijfplaats in België komen doorbrengen".

Het laatste lid van paragraaf 1 verplicht de volmachtgever tot het voorleggen van een naar gelang van het geval door de militaire of door de burgerlijke overheid afgegeven attest dat doet blijken van zijn hoedanigheid alsook van zijn verplichting om gewoonlijk in het buitenland te verblijven.

Aan de hand van deze bepaling is niet uit te maken wie het attest zal moeten afgeven wanneer het gaat om een volmachtgever die in het buitenland een privéberoep uitoefent, zoals een arts, een ingenieur of een van de in 8° bedoelde personen.

Het lid zou dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

Artikel 31.

Het begin van het eerste lid van paragraaf 1 zou beter als volgt worden gesteld :

"De kiezers die op de in artikel 7 bedoelde lijst zijn ingeschreven, brengen hun stem ... uit ...".

Artikel 40.

Volgens deze bepaling geldt de stemplicht voor alle Belgen die in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente zijn ingeschreven.

Op te merken valt dat dientengevolge de Belgen die gewoonlijk in het buitenland verblijven maar nog steeds in het bevolkingsregister zijn ingeschreven, ofwel naar België moeten terugkeren om te stemmen, ofwel bij volmacht moeten stemmen.

Artikel 45.

Het eerste lid van dit artikel neemt het eerste lid van artikel 34 van de wet van 16 november 1978 over.

Volgens het reeds aangehaalde advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, nr L. 12.959, zegt die bepaling :

"niet met zoveel woorden of de Kamer van Volksvertegenwoordigers, wanneer zij beslist over de bezwaarschriften die worden ingediend op grond van de bepalingen van de wet, al dan niet gebonden zal zijn door hetgeen het Hof van beroep of de Raad van State inzake verkiesbaarheid hebben uitgesproken. Het probleem doet zich niet voor op dezelfde wijze als in het interne publiek recht : het gaat hier immers niet over de interpretatie van een grondwetsbepaling".

.....

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs: F.-M. REMION,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. DE VISSCHER,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

C. DESCHAMPS,

greffier,
griffier.

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

F.-M. REMION.